

La voix de l'opposition de gauche

Le 19 avril 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Faisons-le populaire pour nous détendre un peu, on en a grand besoin, n'est-ce pas ?

Ils poussent les gens à bout de nerfs, alors qu'ils sont psychologiquement fragiles, rien de tel pour les déstabiliser ou briser leur volonté d'agir, ils verront des cons partout, alors qu'ils le sont eux-mêmes, on est toujours le con de quelqu'un, rien de tel pour le rester et le tour est joué !

Un jeu à la con dans lequel on voudrait nous entraîner, sans risque que nous y participions un jour, parce que nous sommes très ou trop bien informés, et nous avons développé un esprit critique ou logique suffisamment aiguisée pour ne pas tomber dans ce travers. Du reste, ce n'est pas pour rien que nous le mettons en pratique quotidiennement comme chacun peut le constater.

Michel Audiard : « les cons, ça ose tout. C'est même à ça qu'on les reconnaît ».

C'est peu dire que des cons nous gouvernent, détiennent le pouvoir, pourrissent la vie de l'humanité entière.

Le con, ce n'est pas le pauvre type qui croit n'importe quoi et le répète comme un perroquet en vous traitant de con par dessus le marché, parce qu'il est sûr de détenir la vérité que la majorité partage avec lui ou tout du moins c'est ce qu'on s'est employé à lui faire croire, mais ceux qui étant mieux informés que lui le traitent de con, et nous aussi par la même occasion. Ils ont juste oublié qu'il fallait commencer par réfléchir avant de porter des jugements à l'emporte-pièce, en admettant qu'ils en soient capables, ce dont on est en droit de douter dans bien des cas.

Quand on se livre à une interprétation erronée de sa condition ou de la situation, c'est par ignorance et il sera possible de pallier à cette lacune en améliorant nos connaissances et en s'armant de la logique, mais si c'est parce qu'on y trouve son intérêt, notre cas sera sinon désespéré, tout du moins irrécupérable tant qu'on ne l'aura pas admis ou que notre condition ou la situation ne se sera pas détériorée au point que nos intérêts se trouveront menacés.

Le NPA porte-parole de l'Otan et ses barbares.

La palme de l'ignominie revient au NPA dont le discours reprend à la virgule près la propagande de l'Otan ou de Trump, Macron, May.

Il a franchi "la ligne rouge" qui le place dans le camp de la réaction, il faudrait être sourd ou aveugle pour ne pas s'en apercevoir ou encore être d'une mauvaise foi sans fond.

LVOG - Le titre est trompeur comme on va le voir par la suite, quoiqu'il comporte un amalgame pour qui sait lire attentivement.

- Avec le peuple syrien, contre les bombardements et toutes les interventions impérialistes - NPA
14 avril 2018

NPA - Une fois de plus, les gouvernements des USA (United States of America, non, Etats-Unis en français), de la Grande-Bretagne et de la France se sont arrogé le droit de bombarder au Moyen-Orient. À la suite de Trump ils ont annoncé dans la nuit du 13 au 14 avril le lancement de dizaines de missiles sur des objectifs militaires du gouvernement syrien, suite à des témoignages relatant une nouvelle attaque chimique du régime Assad contre la population de la ville de Douma près de Damas.

LVOG - Lorsque vous aurez terminé la lecture de cet article du NPA, vous constaterez que seuls y figuraient les "témoignages" fournis par les barbares et retenus par le gang de Washington, Paris et Londres, soit la version des va-t-en-guerre contre la Syrie, tandis que les réactions des gouvernements syrien et ses alliés russe et iranien notamment qui contestent ces témoignages seront soigneusement occultés.

NPA - Ils affirment vouloir en rester là (Hélas ! - LVOG) avec cet avertissement, le gouvernement russe dit qu'il ne restera pas sans réactions, tous prétendent agir pour la paix et contre le terrorisme. (Avec "tous", le NPA place sur le même plan les agresseurs et les agressés, reprenant la méthode des puissances occidentales qui par ailleurs place sur un même plan le gouvernement syrien et Daesh ou les groupes issus d'Al-Qaida). - LVOG) Mais c'est un triste jeu qui se déroule entre les puissances mondiales et régionales en Syrie entre les États-Unis, la France, la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie : un jeu cynique qui se fait sans et contre la population, dont le sort tragique n'émeut que lorsqu'il s'agit d'enclencher les grandes manœuvres diplomatiques et géostratégiques.

LVOG - Le NPA procède une nouvelle fois à un amalgame entre toutes les puissances impérialistes sans se soucier du rôle qu'elles jouent en Syrie, et comme chacun sait que si les Russes cessait de soutenir Bachar al-Assad, les Etats-Unis et ses vassaux continueraient leur guerre jusqu'à sa chute. Cela signifie clairement que le NPA est devenu un agent du chaos et de la guerre.

NPA - Depuis mars 2011 et le soulèvement démocratique contre le tyran Bachar al-Assad, la population syrienne subit en effet une répression féroce et sanglante du dictateur et de ses alliés, au premier rang desquels la Russie de Poutine et l'Iran des mollahs. Les difficultés rencontrées par le soulèvement, la militarisation imposée par le régime et les ingérences intéressées des monarchies du Golfe, ont en outre favorisé le développement de forces intégristes et djihadistes, tandis que les forces démocratiques étaient bien seules face à Assad et aux courants contre-révolutionnaires.

LVOG - On a là à la virgule près la rhétorique ou la propagande de guerre des Américains et ses vassaux reprise en boucle par l'AFP et l'ensemble des médias depuis 2011. NPA - Nous appelons à rejeter la sordide campagne visant à faire douter de la énième attaque chimique criminelle du régime sur des civils, hommes, femmes et enfants à Douma, attestée par tant d'informations venant de citoyens et services médicaux sur place. Mais nous condamnons sans aucune ambiguïté la nouvelle aventure militaire dirigée par Trump en Syrie, et la participation française à cette campagne de bombardements qui veut donner l'illusion que le peuple syrien va être maintenant mieux protégé. Cela ne peut en fait qu'ajouter de la guerre à la guerre, et du chaos au chaos : victimes civiles, rappel d'un passé colonial honni, renforcement de la posture d'Assad comme « rempart » face à l'impérialisme occidental.

LVOG - Le NPA adopte ici ouvertement la position et les accusations sans preuve de Macron contre le gouvernement syrien.

NPA - La fin de la tragédie syrienne passe au contraire par une désescalade militaire, qui implique la fin de toute intervention étrangère, y compris russe et iranienne, l'arrêt des ventes d'armes aux dictatures de la région, dont la France est l'un des principaux fournisseurs en engins de morts, et

la clarté sur la mise à l'écart, dans tout scénario d'avenir, d'Assad et des dirigeants du régime syrien.

Nous continuerons à soutenir les résistances syrienne et kurde contre tous leurs oppresseurs.

LVOG - Le NPA va jusqu'à reprendre l'exigence des puissances occidentales d'écarter du pouvoir Assad, alors qu'il revient uniquement au peuple syrien d'en décider librement. Derrière un discours qui se veut radical, en réalité le NPA rame pour le compte de la pire réaction.

Dans un autre article daté du 11 avril 2018, on retrouvait la même rhétorique, comme quoi celui daté du 14 avril n'était pas un accident de parcours, mais confirmait l'orientation réactionnaire du NPA

- Syrie : la protection des populations, prétexte à une nouvelle intervention impérialiste ? - NPA 11 avril 2018

Extrait.

NPA - Avec ou sans armes chimiques, le régime a déjà fait la preuve qu'il était prêt à massacrer des populations civiles dans cette guerre qui se mène depuis 2011 et qui a fait, à ce jour, plus de 350 000 morts. Depuis le début des affrontements en Syrie, les États-Unis ont certes critiqué la dictature d'Assad, mais ils ont montré qu'ils étaient tout à fait prêts à s'accommoder de son maintien au pouvoir, en particulier quand ils ont fait de la guerre contre Daech leur priorité.

LVOG - Le NPA regrette que les Etats-Unis n'aient pas terminé leur sale boulot ! Je rappelle que Mattis le secrétaire à la Défense a déclaré, que depuis 2011 il n'existait aucune preuve que le gouvernement syrien ait utilisé des armes chimiques, voir la causerie de la veille. Le NPA participe donc à la désinformation à laquelle se livrent gouvernements et médias. (lire plus loin)

Les mythomanes fanatiques osent tout.

- À Paris, Un colloque pour la paix - Liberation.fr 19 avril 2018

En France aussi, le camp de la paix se mobilise. JCall, le réseau juif européen pour Israël et pour la paix, organise un colloque le 28 avril à la mairie du IV^e arrondissement de Paris sur le thème : «Israël, la démocratie menacée ?» «Un vent mauvais souffle sur Israël qui met en danger les fondements même de cette démocratie», annoncent les organisateurs. Liberation.fr 19 avril 2018

A mettre au compte du "droit international" et de l'ONU.

- Israël fête ses 70 ans face aux défis régionaux et domestiques - AFP 18.04

Israël a fêté mercredi son 70^e anniversaire en brandissant sa puissance militaire et son improbable réussite économique face aux menaces régionales renouvelées et aux incertitudes intérieures. AFP 18.04

Mimétisme. L'extrême droite sioniste ferait-elle dans le macronisme ou l'inverse ?

Liberation.fr 18.04 - Pour les 70 ans de l'Etat hébreu, le gouvernement vante la «start-up nation» et ses succès technologiques... Liberation.fr 18.04

N'allez pas croire que le Congrès américain ou Bruxelles menacerait Facebook.

- La chute de la maison Zuckerberg, par François-Bernard Huyghe - Les Crises 19 avril 2018

Affaire Skripal. La Grande-Bretagne s'enfonce dans le déni.

- Skripal : Londres admet les conclusions de l'OIAC qui se dit incapable d'incriminer la Russie - francais.rt.com 18.04

Le 12 avril dernier, l'OIAC s'était dite incapable de déterminer l'origine de l'agent innervant. Un mois après les accusations de Theresa May et de Boris Johnson, Londres n'a toujours pas prouvé l'implication de la Russie dans l'affaire Skripal.

Ce 18 avril, la délégation britannique a admis les conclusions de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur l'empoisonnement à Salisbury de l'ancien agent-double Sergueï Skripal, le 4 mars dernier. «Certes, bien que l'identification de l'agent innervant utilisé constitue un élément de preuve essentiel, ni l'analyse de [Porton Down], ni le rapport de l'OIAC n'identifient le pays ou le laboratoire à l'origine de l'agent utilisé dans l'attaque», a reconnu le représentant britannique à l'OIAC, Peter Wilson.

Dans une déclaration faite à l'occasion de la réunion du Conseil exécutif de l'OIAC, mise en ligne sur le site du gouvernement britannique, Peter Wilson a d'ailleurs affirmé sa confiance totale dans les méthodes mises en œuvre par l'OIAC, qui compte 41 Etats membres. francais.rt.com 18.04

La source ou le gouvernement britannique.

- OPCW Executive Council meeting: 18 April update on the use of a nerve agent in Salisbury - 18.04

<https://www.gov.uk/government/speeches/opcw-executive-council-meeting-18-april-update-on-the-use-of-a-nerve-agent-in-salisbury>

- "...neither DSTL's analysis, nor the OPCW's report, identifies the country or laboratory of origin of the agent used in this attack." gov.uk 18.04

Traduction : Ni les analyses de DSTL ni le rapport d'OPCW n'identifie le pays ou le laboratoire d'origine de l'agent qui a été utilisé lors de cette attaque.

Ce qui n'empêche pas les autorités britanniques de continuer à imputer à la Russie l'origine de cet agent chimique. Ils n'ont que le déni comme argument finalement, qui n'en est pas un évidemment ou ne constitue pas le début d'une preuve.

Dossier Syrie.

- **Syrie : comment la SAMS vend le changement de régime et la guerre aux USA par Max Blumenthal - Mondialisation.ca, 18 avril 2018**

Vidéo en anglais. WEB EXCLUSIVE: Strikes In Syria - The Hard Facts (with Max Blumenthal)

<https://www.youtube.com/watch?v=reuQAoXM8bE>

A 0:58 de la vidéo filmée en compagnie du présentateur Lee Camp ci-dessus (donnée en anglais à titre de référence), le journaliste d'investigation Max Blumenthal explique que James Mattis, le secrétaire américain de la défense disait vendredi dernier ne pas avoir de preuves formelles de l'implication d'Assad dans l'incident de Douma, ou même d'une attaque chimique tout court. Ses sources, continue Blumenthal, étaient selon Mattis « les réseaux sociaux, qui démontraient que

cette attaque avait réellement eu lieu ». A 1:41, Blumenthal se pose la question de l'identité de ces « sources sur les réseaux sociaux ». Et la réponse est que, tout comme l'année dernière pour Khan Cheikhoun où un incident similaire avait déclenché des frappes de représailles contre la Syrie d'Assad de la part des USA, ces sources sont principalement deux : les Casques blancs et la Syrian American Medical Society (Société médicale syrienne américaine, acronyme anglais SAMS).

Qui est la SAMS ?

Des rapports sur des allégations non prouvées d'attaque chimique à Douma, la ville de Syrie auparavant occupée par le groupe rebelle Armée de l'Islam (Jaych al Islam), reposent invariablement sur une source-clé : la Fondation Syrian American Medical Society (SAMS). Avec les Casques blancs, la SAMS a été citée par le Washington Post, le New York Times, CNN et virtuellement tous les médias occidentaux qui rapportent l'incident. A Douma, l'équipe de la SAMS a affirmé avoir traité plus de 500 personnes qui présentaient des symptômes « d'exposition à un agent chimique ».

Le groupe a également joué un rôle central dans la mise en forme de la version officielle de l'attaque au sarin de la zone occupée par al-Qaïda de Khan Cheikhoun en avril 201, fournissant des échantillons biomédicaux à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), qui violait son protocole établi en acceptant des éléments d'enquête sans chaîne de traçabilité vérifiable. Cet incident a déclenché le lancement en représailles de 57 missiles de croisière sur une base aérienne syrienne par l'armée américaine. Presque exactement un an plus tard, un événement étonnamment similaire est censé avoir dépassé la « ligne rouge » encore une fois, et a provoqué un assaut des USA et de leurs alliés.

La SAMS affirme être une « organisation médicale apolitique, à but non lucratif », et est citée comme autorité crédible par les médias qui rapportent les événements de Douma. Très peu de publications sont disponibles sur les origines de l'organisation en tant qu'émanation de l'opposition islamiste, sur son engagement dans des opérations d'influence sophistiquées à la frontière de la Syrie avec la Turquie, ou de sa proche relation avec des éléments néocons de Washington et des affiliés d'Al-Qaïda en Syrie.

La SAMS n'est pas seulement un groupe de médecins syriens qui soigne des blessés dans des zones de guerre, et ne peut pas non plus être considérée comme une source objective sur des attaques chimiques ou autres atrocités. L'organisation est un lobby puissant soutenu par l'USAID* qui fonctionne avec une détermination sans faille pour soutenir la guerre de changement de régime et mettre des islamistes au pouvoir à Damas.

La SAMS a été fondée en 1998 par des membres de la diaspora syrienne aux USA, qui est concentrée dans la banlieue de Chicago. Avant la rébellion armée de 2011 contre le président Bachar el-Assad, le groupe avait envoyé plusieurs délégations médicales en Syrie, probablement en coopérant avec le gouvernement pour avoir ses entrées. Un ancien membre de la SAMS m'a contacté pour me dire que la révolte armée avait vu une prise de pouvoir du Comité directeur par des sympathisants des Frères musulmans. Elle m'a dit qu'elle et d'autres membres chrétiens et laïques avaient démissionné du groupe alors qu'il se transformait en ce qu'elle a décrit comme « l'hôpital mobile chirurgical militaire d'Al-Qaïda » (acronyme anglais MASH, en référence au film, NdT)

Financements de l'USAID, liens avec l'OMPI anti-iranienne

Selon le rapport financier de la SAMS pour 2015 (PDF), le budget de l'organisation a bondi de 672,987 dollars en 2013 à presque 6 millions de dollars en 2015 – il a donc presque été décuplé. Plus de 5,8 millions de dollars de ce financement provenait de l'USAID, un bras du Département

d'Etat qui maintient son propre 'Bureau des initiatives de transition' pour appuyer les changements de régime dans les pays ciblés par l'Occident. Le directeur exécutif de la SAMS David Lillie se trouve également être un ancien employé de l'USAID, tout comme le directeur des opérations de la SAMS Tony Kronfli.

Presque tout au long du conflit en Syrie, les opérations de la SAMS ont été supervisées par Zaher Sahloul, un agent ardemment anti-iranien engagé dans la promotion d'une guerre de changement de régime contre le gouvernement syrien. Après avoir insisté, sans succès, auprès de Barack Obama pour instaurer des no-fly zones de l'OTAN dans le ciel syrien, une politique dont Hillary Clinton avait admis qu'elle allait « tuer de nombreux Syriens », Sahloul a accusé le président d'avoir « autorisé un génocide en Syrie ». Le 20 septembre 2016, Sahloul a participé à un rassemblement new-yorkais qui visait à pousser à un conflit avec l'Iran, également. Le rassemblement était organisé par des exilés iraniens de l'OMPI (Organisation des moudjahiddines du peuple iranien), une organisation internationale louche dédiée à un changement de régime en Iran qui a été décrite comme « un culte terroriste ». L'ancien sénateur néocon Joseph Lieberman, un bénéficiaire des largesses de l'OMPI, figurait parmi les orateurs. Quelques jours plus tard, le journaliste néocon Eli Lake a salué Sahloul et ses collègues, selon lui « des Syriens-Américains qui tenaient tête à l'Iran ».

L'American Coalition for Syrian Relief, une ONG affiliée à la SAMS, a soutenu l'appel du président Donald Trump à des « zones de sécurité » en Syrie, un euphémisme pour des no-fly zones qui demanderaient les forces aériennes des USA pour être instaurées. Pendant ce temps, pour donner plus de poids à ses efforts, Sahloul s'est coordonné avec la Jewish United Federation of Chicago, une organisation islamophobe de premier plan et une opposante majeure à l'organisation de la solidarité en Palestine. Le fils de Sahloul, Adham, a travaillé en tant que lobbyiste de la SAMS à Gazientep, en Turquie, la base des services de renseignements occidentaux et locaux qui coordonnaient les opérations d'insurrection et d'information à la frontière syrienne. Tout en contribuant à plusieurs médias soutenus par le Qatar comme Middle East Eye et Al Araby, Adham Sahloul avait auparavant travaillé pour Portland Communications, une firme de relations publiques fondée par un ancien expert en communication de Tony Blair (en 2016, le leader syndicaliste britannique Len McCluskey avait accusé Portland Communications d'être à la tête de la tentative de coup d'État des partisans de Tony Blair contre le nouveau leader du Labour, Jeremy Corbyn. [les « Blairites » ont mené plusieurs charges coordonnées contre Jeremy Corbyn pour le renverser et reprendre le contrôle du Labour (le Parti travailliste britannique), NdT].

Pour sa part, Zaher Sahloul a traité les journalistes critiques de « cinquième colonne qui ont fait l'apologie de criminels de guerre » et d'« équivalents de la machine de propagande d'Hitler ».

Opérations de manipulation de l'information, du cœur d'Al-Qaïda jusqu'à Washington

Les unités d'assistance à la coordination de la SAMS ont envoyé des aides et monté des hôpitaux de campagne dans des camps de réfugiés et des territoires contrôlés par les insurgés de Syrie. A Idlib, la zone sous contrôle d'Al-Qaïda où la SAMS opère aux côtés de l'administration dirigée par les insurgés, « la mixité dans les écoles a été abolie, les femmes forcées de porter le voile et des posters d'Oussama Ben Laden ont été accrochés aux murs », selon Joshua Landis, le directeur du Centre d'études sur le Moyen-Orient de l'université de l'Oklahoma. Bien que la SAMS déclare entretenir 100 hôpitaux en Syrie, toute vérification ou évaluation indépendante est virtuellement impossible, étant donné que les journalistes occidentaux volontaires pour tenter d'accéder à ces zones sont régulièrement kidnappés ou tués. En 2015, selon le Washington Post, la Banque Chase a clôturé le compte bancaire de la SAMS sans explication.

Sahloul a dirigé un groupe sur WhatsApp qui semble avoir fourni aux médias internationaux les premières images d'Omran Daqneesh, le « petit garçon poussiéreux » d'Alep-Est, dont l'image traumatisée a immédiatement été placardée à la Une des journaux et tenue pour preuve de la cruauté inouïe d'Assad. Les images originales avaient été prises par Mahmoud Raslan, un

activiste affilié à Nourideen al-Zinki, un groupe insurgé soutenu par la CIA qui avait décapité un prisonnier palestinien de 19 ans.

Un an plus tard, le père d'Omran, Mohammad Kheir Daqneesh, a révélé que sa famille et lui avaient été exploités par des activistes insurgés. Un Casque blanc avait arraché Omran de ses bras pour le poser dans une ambulance, a déclaré Mohammad Daqneesh. Il a aussi révélé qu'un démagogue de la télévision saoudienne avait offert à sa famille une forte somme pour se faire porte-parole de l'opposition armée, mais qu'en tant que partisane du gouvernement syrien, elle avait refusé. A la suite de cette révélation, Omran a été soustrait à la vue des Occidentaux et supplanté par des mascottes de l'opposition islamiste syrienne comme Bana Alabed, Noor et Ala, et Mohamed Najem (comme Bana, Noor et Ala ont récemment figuré dans une opération-séduction photographique en compagnie du président turc Recep Tayyip Erdogan et se sont vus accorder la nationalité turque à titre honorifique.)

Revenons à Washington. La SAMS se vante d'être « devenue leader dans la représentation et l'engagement des législateurs, » et de faire du lobbying auprès du Congrès, du Département d'État et des Nations-Unies pour un changement de régime en Syrie. « Quand la SAMS parle, les gens écoutent, » selon une citation d'un officiel non nommé du Département d'État publiée dans une brochure promotionnelle de la SAMS. Et tant pis pour leur image de groupe « apolitique » d'humbles médecins de terrain.

Le 16 avril 2015, Sahloul et le coordinateur de la SAMS à Idlib Mohamed Tennari ont témoigné devant le Conseil de sécurité des Nations-Unies et allégué d'attaques au chlore par le gouvernement syrien contre le canton d'Idlib sous contrôle d'Al-Qaïda. La rencontre était orchestrée par l'ambassadrice des USA à l'ONU de l'époque, Samantha Power, partisane active d'une intervention militaire en Libye et en Syrie (Tennari a ensuite été dépeint comme « un médecin de terrain syrien » par CNN ; son travail dans un territoire contrôlé par Al-Qaïda a été omis.)

Lors de son gala annuel, le 6 mars 2017, la SAMS a accueilli l'ancien ambassadeur des USA Frederic Hof, le directeur sur le départ du Rafik Hariri Center, une émanation du think tank néocon Atlantic Center de Washington DC financée par des Etats du Golfe. Devant son auditoire, Hof a appelé à une augmentation des transferts d'armes aux rebelles syriens, à une no-fly zone contrôlée par les USA pour Idlib, la province occupée par des affiliés locaux d'Al-Qaïda, et à un blocage de la reconstruction des infrastructures détruites en Syrie jusqu'à la réussite du changement de régime.

Un peu plus d'un an plus tard, en se fondant principalement sur les affirmations d'agents de terrain de la SAMS, les USA, le Royaume-Uni et la France ont semblé vouloir concrétiser les aspirations de l'opposition syrienne. Et, alors qu'une guerre catastrophique pourrait s'annoncer, les populations restent dans le flou sur l'une des organisations-clés de ces exhortations à la guerre. Mondialisation.ca, 18 avril 2018

- Un journal américain (OAN) à Douma en Syrie : «Aucune attaque d'armes chimiques» n'a eu lieu - Mondialisation.ca, 18 avril 2018

Enfin du vrai journalisme américain.

Un Américain, Pearson Sharp, a visité la ville de Douma située près de la capitale Damas, à la recherche de preuves d'une attaque chimique.

Qu'a-t-il découvert ?

Tous les résidents interrogés par OAN à Douma ont nié toutes les allégations d'attaque chimique, et ont dit qu'elle avait été organisée pour aider les rebelles djihadistes à échapper à l'avancée de l'armée de Assad.

Le journaliste de l'OAN a interviewé des personnes au hasard pour s'assurer à 100% qu'il ne s'agissait pas d'agents « Assad » ... les résidents qui « vivaient très près » (50 mètres du site présumé de l'attaque) ont tous déclaré qu'ils n'avaient vu aucune attaque chimique.

Dans l'ensemble, tous les résidents interrogés au hasard par OAN ont dit qu'ils n'ont vu aucune attaque d'armes chimiques.

OAN a demandé aux personnes interrogées ce qu'ils pensaient de l'attaque chimique.

Les résidents ont dit que c'était un canular.

Pourquoi les djihadistes ont-ils organisé cette attaque ?

Les résidents ont dit à l'OAN que les terroristes djihadistes ont créé le faux drapeau pour que les puissances occidentales attaquent Assad, et leur donnent la couverture dont ils avaient besoin pour échapper aux forces gouvernementales qui avançaient dans toute la ville.

Les résidents ont également dit à OAN qu' « ils aiment Assad » et qu'ils ne sont pas des « rebelles modérés ».

L'Américain Pearson Sharp a ensuite confirmé à 100% ce qu'a dit le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et l'explication du ministère russe de la Défense sur ce qui s'est passé à l'hôpital.

Les médecins qu'il a interrogés ont dit que, pendant qu'ils traitaient les gens pour des blessures de guerre et l'inhalation de fumée, une « bande d'inconnus » a soudain fait irruption dans l'hôpital et a dit qu'il y avait eu une attaque chimique, puis se sont mis à les arroser avec des jets d'eau et à tout enregistrer sur bande vidéo. Mondialisation.ca, 18 avril 2018

A lire également

- Le mari de Theresa May travaille pour un gros actionnaire de BAE Systems et Lockheed Martin, fabricants des missiles lancés sur la Syrie - Par RT - Mondialisation.ca, 18 avril 2018

- **Témoignage et aveux. Quand le gouvernement français préfère "voir Dae'ch à Damas que Bachar al-Assad".**

Source : Proche & Moyen-Orient, Richard Labévière, 16-04-2018 - Les Crises 19 avril 2018

- ...images et témoignages de la dernière attaque chimique présumée de la Ghouta ont été principalement rapportés par deux sources : l'ONG des Casques blancs – créée de pied en cap par le MI6 (service britannique du renseignement extérieur) pour appuyer Jabhat al-Nosra (c'est-à-dire la Qaïda en Syrie) durant la reconquête d'Alep par l'armée gouvernementale syrienne ; et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basée à Londres et citée par les médias occidentaux comme une agence de presse alors qu'elle est une officine politique liée aux Frères musulmans. Ces deux sources sont-elles suffisamment crédibles pour fonder une opération militaire d'envergure ?

Comme en septembre 2013, les autorités françaises exhibent une « note » des « services de renseignement ». Diantre ! Celle brandie à l'époque par le premier ministre Jean-Marc Ayrault était une collection de laborieuses suppositions.

La dernière n'est pas meilleure, puisqu'elle rassemble un condensé d'images collectées sur YouTube. Du solide ! En février 2003, l'auteur de ces lignes a assisté à la séance du conseil de sécurité qui a vu le général Colin Powell (alors secrétaire d'Etat) brandir un prétendu échantillon des armes chimiques irakiennes et projeter un diaporama voulant prouver que Saddam Hussein et Oussam Ben Laden étaient les meilleurs copains... On connaît la suite !

Dans la production entretenue de ce délire anti-russe, la palme revient – en particulier – à deux hauts fonctionnaires : Jean-Claude Mallet (inamovible conseiller de Jean-Yves Le Drian) et Jérôme Bonnafont, le patron d'ANMO (la direction proche-Orient du Quai d'Orsay) qui déclarait à des proches qu'il préférerait voir Dae'ch à Damas que Bachar al-Assad...

- ...la chaîne américaine Fox-News – créée par Rupert Murdoch et pourtant réputée pour sa ligne éditoriale néo-conservatrice – interviewait un sénateur républicain partisan de Donald Trump. D'une manière professionnelle, le journaliste Tucker Carlson est revenu à plusieurs reprises sur la question des « preuves » de la présumée attaque chimique et sur les objectifs des « frappes annoncées », ainsi que sur la suite et les conséquences de cette attaque militaire. Affichant sa parfaite connaissance du dossier, le journaliste de Fox-News a rappelé que les « frappes américaines » de l'année dernière sur une base aérienne syrienne avaient été suivies quelques mois plus tard d'un mea culpa du secrétaire à la Défense James Mattis, reconnaissant que les preuves d'une attaque chimique « n'avaient pas été suffisamment complètes et certaines » pour justifier une telle attaque. Les Crises 19 avril 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils haïssent la démocratie.

- **Réformes des institutions : « Le Parlement français est l'un de ceux qui a le moins de pouvoirs » Publicsenat.fr 18.04**

Le président LR de la commission des lois, Philippe Bas s'est dit surpris « des restrictions aux pouvoirs du Parlement » contenues dans le projet de loi constitutionnelle alors que selon lui « le Parlement français est l'un de ceux qui a le moins de pouvoirs » dans le monde. Publicsenat.fr 18.04

S'ils le disent eux-mêmes : Alors débarrassons-nous des institutions antidémocratiques de la Ve République !

- **Secret des affaires : « une atteinte massive aux libertés fondamentales », estime Dominique Pradalié - Publicsenat.fr 18.04**

Pour Dominique Pradalié, porte parole du syndicat national des journalistes, la proposition de loi sur le secret des affaires aurait des conséquences désastreuses sur la liberté d'expression en France. Publicsenat.fr 18.04

- **Collomb veut "rétablir l'Etat de droit" dans les facultés - Reuters 18.04**

Le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, s'est déclaré mercredi déterminé à "rétablir l'Etat de droit" en réponse aux dégradations commises par des "casseurs" en marge du mouvement de contestation étudiant dans certaines universités. Reuters 18.04

- Macron aux cheminots : «Il faut cesser de prendre les gens en otage» - Liberation.fr 18.04

A Saint-Dié-des-Vosges, le chef de l'Etat a été interpellé par une dizaine de manifestants de la SNCF - Liberation.fr 18.04

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- A Sciences-Po, des étudiants mobilisés contre la «dictature macronienne» - Liberation.fr 18.04

Ce mercredi, le principal bâtiment de l'école parisienne était occupé par des étudiants afin de protester contre la politique du chef de l'Etat. Liberation.fr 18.04

J'ignore l'origine de cette mobilisation... Vaut mieux être prudent.

- Universités: le principal campus de Rouen fermé jusqu'à lundi matin après des blocages - AFP 18.04

Le président de l'université de Rouen a décidé de fermer de jeudi à samedi inclus son principal campus, à la suite du blocage mercredi de plusieurs bâtiments par des opposants à la réforme des modalités d'accès à la fac, selon l'université. AFP 18.04

Roumanie

-Universités roumaines : vers la grève générale ? - libération.fr 18.04

Depuis le 28 mars, le monde universitaire roumain est en émoi. Pour la première fois depuis la chute du communisme, étudiants et enseignants sont unis et menacent de grève générale. Dans leur ligne de mire, la décision de Valentin Popa, ministre de l'Education, de couper des bourses pour les étudiants de licence, master et doctorat. Mais cette coupe budgétaire ne concerne que les universités qui ont montré leur désaccord lors de la nomination du ministre socialiste en février. Celles qui ont signé une pétition de soutien ont, elles, vu le nombre de bourses allouées augmenter.

«Pour la première fois de son histoire, la Roumanie fait face à une politisation de l'enseignement supérieur», s'inquiète Marian Preda, professeur de sociologie et président du sénat de l'université de Bucarest. Pour lui, la décision du ministère est clairement une sanction car bon nombre de recteurs cumulent fonctions universitaires et politiques, ce qui favorise le clientélisme et a abouti à la situation actuelle. Par cette décision, le gouvernement tend donc à museler les voix discordantes et l'opposition civile en s'attaquant aux cerveaux en formation.

Comme l'université de Bucarest, celles de Cluj, Timisoara ou Iasi, soit les principaux centres universitaires roumains, ont perdu chacune plusieurs centaines de bourses pour leurs cursus. «Cette décision n'a aucun fondement rationnel et va entraîner, à terme, une perte de compétitivité

pour les universités car les étudiants risquent de réfléchir à deux fois avant d'investir dans des études coûteuses pour la plupart des ménages», alerte Preda qui annonce que l'université de Bucarest va porter le cas devant la justice administrative.

Des frais universitaires jusqu'à quatre mois de salaire

Horia Onita, étudiant en deuxième année de licence à la faculté de droit de Bucarest et représentant des étudiants au conseil d'administration de l'université, est très inquiet des retombées d'une telle décision à quelques mois seulement du début des admissions à l'université. Car en Roumanie, pour accéder aux études supérieures, les élèves de terminale passent des examens d'admission dans les universités qu'ils convoitent. Selon leur classement, ils auront droit ou pas aux bourses qui exonèrent des droits de scolarité. Dans un pays où le salaire minimum est de 408 euros net, les frais universitaires représentent souvent une charge pour les familles. A l'université de Cluj, ces frais varient entre 430 et 1 615 euros, soit jusqu'à quatre mois de salaire. Avec la suppression d'exonération des frais, étudier deviendra un luxe que les plus pauvres ne pourront plus se permettre.

A une heure et demie au nord de Bucarest, dans la petite ville de Curtea de Arges, Andrei est en terminale scientifique. Pour ce lycéen qui veut poursuivre des études dans les nouvelles technologies, la mesure fraîchement adoptée par le gouvernement est tombée comme un couperet. «Si mon pays ne me donne plus l'occasion de poursuivre mes études gratuitement, je préfère partir les faire aux Etats-Unis où est installée une partie de ma famille», soutient Andrei, avant d'ajouter : «Le coût sera plus cher et cela me demandera un effort pour perfectionner mon anglais, c'est certain, mais j'aurai accès à un enseignement de pointe et mon diplôme sera reconnu partout.»

«Cette décision entraîne une précarisation des étudiants qui devront travailler pour payer leurs études. On n'étudie pas avec la même énergie quand on travaille à côté pour se perfectionner dans son futur métier et quand on travaille pour survivre», s'indigne Horia Onita. Selon le représentant, les étudiants ne vont pas aller dans des centres universitaires moins prestigieux seulement pour être boursiers : «La plupart ne vont pas abandonner des universités d'excellence au profit d'universités médiocres juste pour économiser les frais d'inscription.»

Un gouvernement aux mesures impopulaires

Si à Bucarest les étudiants se mobilisent, l'eurodéputé Cristian Preda a déjà attiré l'attention du Parlement européen sur cette situation hautement inquiétante, le 16 avril. Le pouvoir, quant à lui, fait officiellement mine de ne pas remarquer la gronde : des sources internes au Parti social-démocrate au pouvoir mettent déjà le nom de Valentin Popa sur la liste des ministres qui seront prochainement remerciés.

Depuis une semaine, au sein même de la majorité, de nombreuses voix parlent d'un remaniement car le gouvernement de l'ancienne eurodéputée Viorica Dancila, nommée en février, montre déjà des faiblesses structurelles. Il enchaîne les mesures impopulaires qui font monter le mécontentement. Pour Marian Preda, «les étudiants vont se révolter car ils sont comme tous les Roumains : ils ne veulent plus de mesures négatives et de gouvernants incompetents !». libération.fr 18.04